



6 MAI 2024

EUROPE INFO HEBDO



SPITZENKANDIDATEN, MIGRATIONS ET GÉORGIE.

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Elisa CAMIA,
Edouard GAUDOT.



GREEN DEAL

ÉLECTIONS, SPITZENKANDIDATEN, TO GREEN OR NOT TO GREEN

Comme nous l'avons maintes fois observé et écrit ici, l'écologie, et en particulier le sort du Pacte Vert européen, est devenue un des enjeux centraux de la campagne pour les élections européennes. En France, les débats entre les différentes têtes de liste en lice, pour le scrutin du 9 juin, soulignent combien les mesures de protection du vivant et de lutte contre le dérèglement climatique réveillent le clivage droite/gauche.

- Comme le rappelle ce podcast d'Euractiv sur les agriculteurs européens dans la campagne, les mouvements de protestation du monde agricole (cf. les EIH du 28/4/24 1 et 2) au niveau national, ont fait voler en éclat le consensus politique centriste sur les objectifs climatiques et environnementaux des politiques européennes.
 - Ambitions européennes et renoncements domestiques : cette schizophrénie est particulièrement bien illustrée par la majorité présidentielle en France.
 - Les députés macronistes au sein du groupe Renew ont œuvré pour la mise en œuvre du Green Deal et peuvent afficher un bilan plutôt positif en la matière.
 - Consécutivement, les critiques sur les abandons sont très vives, causant la déception d'anciens soutiens écologistes.
- Candidate à sa propre succession, la présidente Ursula von der Leyen se retrouve prise entre deux feux.
 - Pilier central de sa politique pendant la dernière mandature, le Green Deal est le cœur de son bilan.
 - Le site d'information Contexte en livre une analyse détaillée.
 - Mais comment peut-elle le défendre alors que les membres de son propre parti, le PPE, ne cessent d'appeler à en freiner la mise en œuvre.
 - Certains parlent même de démantèlement, comme le ministre autrichien de l'agriculture (ÖVP donc PPE) qui proposait récemment de repousser l'entrée en vigueur de la loi sur la déforestation importée (cf. EIH 17/3/24).



GREEN DEAL

ÉLECTIONS, SPITZENKANDIDATEN, TO GRIND OR NOT TO GRIND

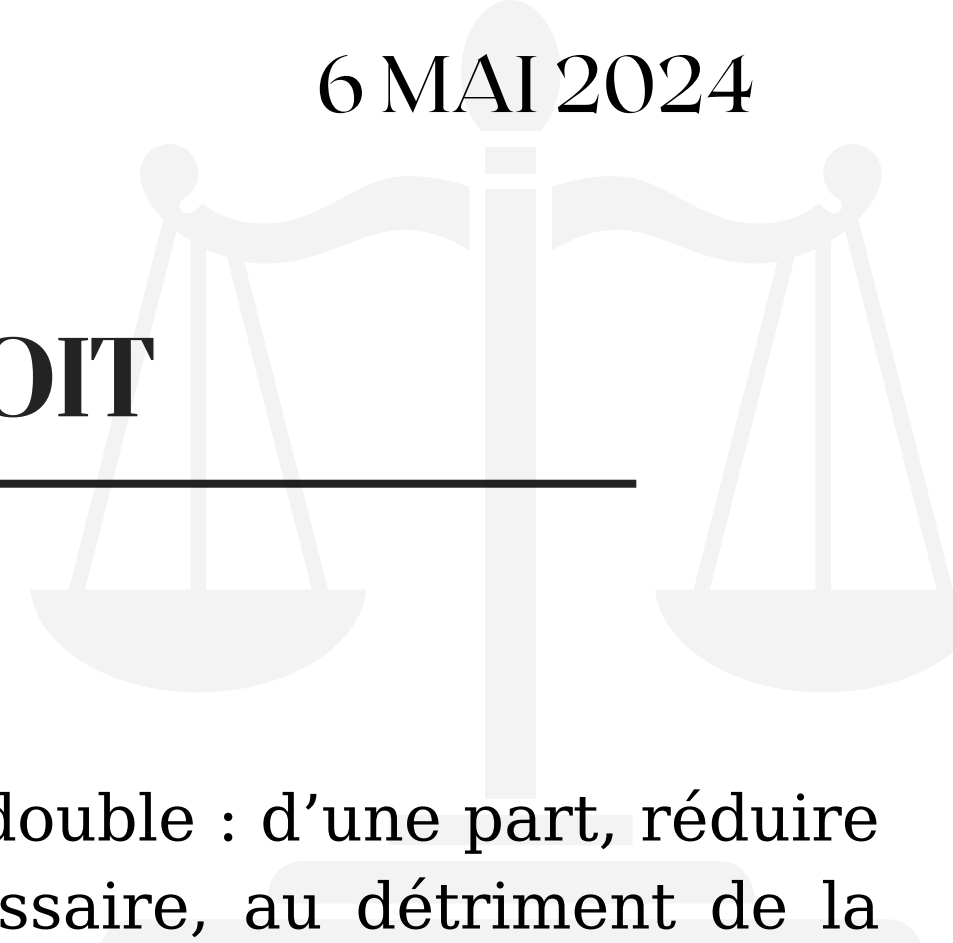
Faible audience pour des personnalités de faible notoriété continentale : le débat (ici en intégral) à Maastricht entre les *Spitzenkandidaten* - c'est-à-dire les porte-parole européens des différentes familles politiques (cf. EIH 15/5/23) - a d'abord souligné les faillites d'un dispositif électoral mal compris, mal exposé et mal mené.

- Malheureusement, ce débat était censé pallier le manque d'intérêt pour le scrutin européen en le rendant plus proche du schéma des élections nationales, comme une compétition entre adversaires politiques identifiés.
 - Le site d'information touteurope fait d'ailleurs le point sur les différentes figures en lice.
- D'après les observateurs, ce que ce débat souligne aussi fortement, c'est la position délicate de la présidente Ursula von der Leyen - "seule contre tous", note Politico.
 - La faiblesse de la candidate du PPE à sa propre succession ne vient pas seulement du manque de soutien dans sa propre famille politique (cf. EIH 24/3/24) .
 - Elle vient aussi du changement dans les priorités politiques, et en particulier du rejet des mesures du Green deal, devenu central dans les thèmes de campagne, des conservateurs du PPE aux mouvements de droite radicale et extrême.
 - Alors que U. von der Leyen n'est pas en mesure de défendre sereinement ce qui est l'essentiel de son bilan, ce sont les écologistes européens qui s'illustrent dans cet exercice.
 - D'après Politico, leur représentant européen, le Néerlandais Bas Eickhout a largement emporté le succès d'estime dans l'exercice, contrastant avec les grandes difficultés de la liste française.
- Pour U. von der Leyen, la volte-face sur l'écologie et la défiance de ses soutiens rend l'équation menant à un second mandat à la tête de la Commission particulièrement incertaine.
 - Choisie contre le système du Spitzenkandidat, dans un "deal de couloir" entre Emmanuel Macron et Angela Merkel en marge d'un énième Conseil européen en juin 2019,
 - Et investie de justesse avec 7 voix par un Parlement revanchard en juillet 2019,
 - La présidente de la Commission sait qu'elle doit élargir sa majorité, surtout si les écologistes manquent à l'appel.
 - D'où l'empressement ces derniers mois à soutenir les initiatives de la Première Ministre italienne G. Meloni, dont la famille politique et le groupe (CRE) pourraient bien détenir les clés arithmétiques et politiques de sa réélection.
 - D'ailleurs, à Maastricht, elle a explicitement ouvert la porte à un accord avec cette droite radicale.
 - Ceci a causé un fort émoi chez les autres partenaires potentiels pour une majorité en sa faveur, que ce soient les socialistes, ou les libéraux.
 - Ces derniers ont par ailleurs déjà fait de la présidente sortante une cible de leurs attaques.

La question se pose donc : si U. von der Leyen trébuche, qui pourrait la remplacer ? - à suivre, la semaine prochaine.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



TUNISIE, MIGRATION, ITALIE, TO GREET OR NOT TO GREET

Pour les réformistes conservateurs, le front démographique est double : d'une part, réduire les flux migratoires et de l'autre, relancer la natalité. Si nécessaire, au détriment de la liberté des femmes à disposer de leur corps. L'objectif est le même : préserver la domination ethnoculturelle de la population, face à la menace publiquement assumée d'un "grand remplacement".

- La plus connue de ces Européens réformistes et conservateurs est la Première ministre italienne, Giorgia Meloni.
 - Elle a entamé mercredi 17 avril 2024 une mission diplomatique à Tunis, où elle a consolidé un partenariat avec le président Kaïs Saïed.
 - Elle affiche son objectif de relever les défis de l'immigration.
 - Giorgia Meloni et Kaïs Saïed ont souligné l'importance de renforcer les liens de coopération avec la Tunisie afin que le pays ne devienne pas un point de passage pour les migrants désireux d'entrer en Europe :
 - « Sur le front de l'immigration légale, je pense que l'Italie peut faire beaucoup plus. Mais il est essentiel que nous travaillions ensemble pour continuer à lutter contre les esclavagistes du troisième millénaire, les organisations mafieuses qui exploitent les aspirations légitimes de ceux qui cherchent une vie meilleure ».
 - Cette rencontre s'inscrit dans la mise en place du « plan Mattei », élaboré par le Gouvernement italien en 2023.
 - Ce dernier est doté d'une enveloppe de 5,5 milliards d'euros et vise à favoriser le développement économique en Afrique, à stimuler la croissance pour atténuer l'immigration clandestine vers l'Europe.
- Si d'un côté, le gouvernement Meloni essaye de contrer l'immigration, de l'autre, Fabio Panetta, gouverneur de la Banca d'Italia, fait valoir un point rarement lu et entendu : sans une augmentation de l'immigration, l'UE sombrera sur le plan démographique. Sa situation économique et fiscale deviendra alors insoutenable.
 - Selon M. Panetta, une politique commune au niveau de l'UE est nécessaire. Les migrants, qu'ils soient légaux ou non, entrent dans l'UE dans son ensemble : face aux risques mondiaux, aux conflits et à la fin de l'ancien modèle de mondialisation, « les pays européens ne peuvent réussir qu'en unissant leurs forces et en progressant vers une véritable union économique et monétaire ».
 - En Italie, comme dans plusieurs pays européens, le taux démographique est en crise. En Italie, le taux de fertilité est actuellement de 1,25%.
 - Ce chiffre est bien inférieur au niveau de remplacement de 2,1, qui est nécessaire pour maintenir la population d'un pays stable.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ITALIE, DROITS FONDAMENTAUX, TO GRIST OR NOT TO GRIST

Alors qu'en France, le droit à l'avortement est inscrit dans la Constitution, le gouvernement italien adopte une modification de sa législation sur les droits reproductifs et sexuels des femmes. L'idée est de permettre aux associations pro-vie anti-avortement d'entrer dans les centres de consultation gynécologiques pour faire valoir leur point de vue et lutter contre la baisse du taux démographique.

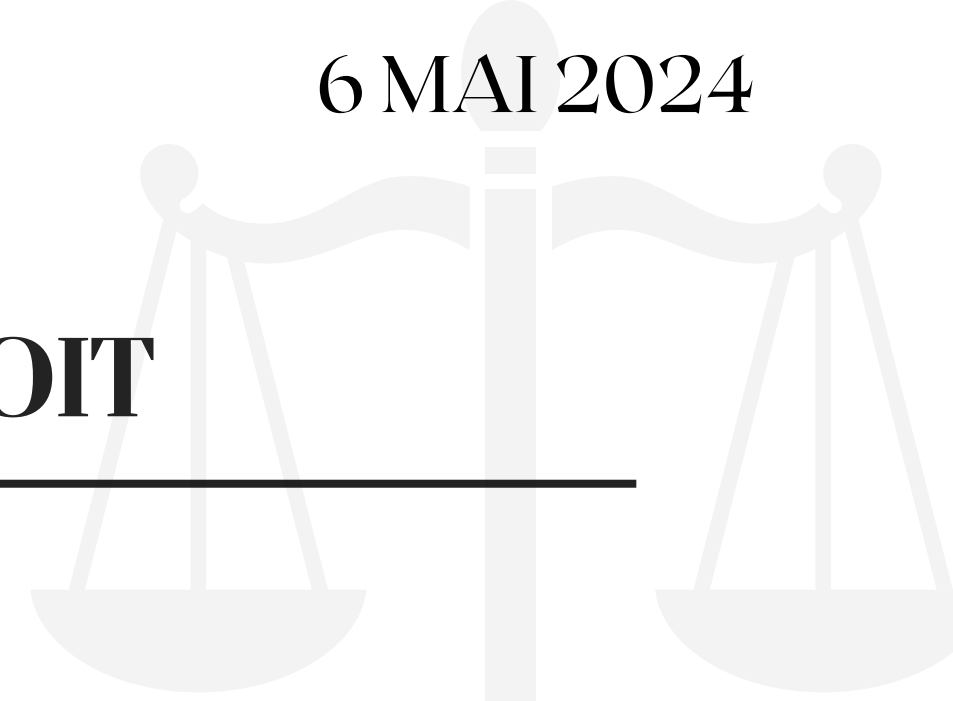
- Au-delà de la démarche même qui, comme l'explique la ministre espagnole Ana Redondo sur Twitter: « *Autoriser le harcèlement organisé contre les femmes qui veulent interrompre leur grossesse revient à méconnaître un droit reconnu par la loi* », cette législation pose un problème

:

- Cette action en faveur de la relance démographique italienne est adoptée dans le cadre du grand plan de relance italien. (Pnrr)
- La Commission européenne s'oppose à ce type d'utilisation du Pnrr: « Le décret du Pnrr contient des mesures qui concernent la structure de gouvernance du Pnrr, mais il y a d'autres aspects qui ne sont pas couverts et qui n'ont aucun lien avec le Pnrr, comme la "loi sur l'avortement" ».
- Cette mesure a été également prise afin de maintenir la promesse de ne pas toucher, voire supprimer, le texte de loi qui prévoit le droit à l'avortement.
 - C'est d'autant plus un problème qu'il semblerait que des fonds européens soient utilisés pour financer ces associations.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



MIGRATIONS,

TO GRIN OR NOT TO GRIN

Le 10 avril 2024, 10 textes législatifs ont été adoptés au Parlement européen pour ce que l'on appelle le Pacte sur la migration et l'asile. Parmi les 10, le texte qui emportera certainement les plus fortes répercussions est celui qui prévoit un mécanisme de solidarité obligatoire entre les États membres.

- Ce principe permettra, tout en modifiant le règlement de Dublin d'éviter des situations de forte pression migratoire, comme cela est le cas pour l'Italie, la Grèce, Malte ou encore l'Espagne.
 - Il met en place le principe de solidarité et de responsabilité et impose aux États qui ne sont pas soumis à une forte pression migratoire de soutenir ceux qui le sont.
- La situation de forte pression migratoire concerne les États membres où les arrivées de demandeurs sont si importantes qu'elles engendrent des obligations disproportionnées par rapport à la situation globale dans l'Union, nécessitent une aide immédiate.
 - Les pays en soutien devront participer à la relocalisation des demandeurs d'asile ou des bénéficiaires de protection internationale.
 - Ils pourront aussi procéder à un don financier ou encore un soutien opérationnel et technique.
-
- Les groupes de l'extrême droite du Parlement européen dénoncent ce mécanisme de solidarité comme constituant motivant une vague migratoire dans toute l'Europe.
 - En outre, les divergences persistent également entre les États membres, imposant des doutes sur l'efficacité de la mise en œuvre du Pacte.
 - Depuis le début des débats sur cette réforme, la Pologne a exprimé ses réticences.
 - Le Premier ministre polonais, Donald Tusk, a déclaré qu'il ne pouvait pas accepter plus de réfugiés, arguant que son pays était déjà au maximum de sa capacité d'accueil.
 - Le porte-parole du gouvernement hongrois, Zoltan Kovacs, n'hésite pas à critiquer le Pacte, le qualifiant d'atteinte grave à la souveraineté des États membres.

La notion de forte pression migratoire donnera certainement lieu à des contentieux amenant à des interprétations jurisprudentielles de la CJUE.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

GÉORGIE, INFLUENCE, TO GRIEVE OR NOT TO GRIEVE

Depuis ce funeste jour de février 2022, ce sont ceux qui envisagent un avenir pacifié et conforme à l'Etat de droit qui nous rappellent le privilège qu'il y a à être membre de l'Union européenne. Alors que nous célébrons les 20 ans du grand élargissement de 2004, il est bon de nous rappeler que les anciennes autocraties de l'URSS ont bel et bien été renversées par la mobilisation citoyenne. C'est en ce sens que relire M. Kundera ou B. Geremek prend tout son sens.

- Ce mercredi 1^{er} mai 2024, l'ex-République soviétique de Géorgie vient de vivre une manifestation d'ampleur similaire à celles ayant amené à l'indépendance de Moscou.
 - L'une des plus grosses manifestations organisées depuis son indépendance en 1991, explique Régis Genté
 - Ce petit pays du Caucase en a pourtant connu des centaines en trois décennies très mouvementées, entre séparatisme, guerre, révolution et crise politique.
 - 80.000 manifestants, ce qui est énorme pour ce pays de 3,7 millions d'habitants.
- L'objet de la manifestation est l'adoption en deuxième lecture, à une courte majorité de 83 votes favorables, du projet de loi sur la «transparence de l'influence étrangère» (EIH 28.04.2024).
 - La détermination des pro-européens géorgiens est attisée par le comportement des pouvoirs publics.
 - Lundi 29 avril 2024, le parti au pouvoir, Rêve géorgien de l'oligarque Bidzina Ivanichvili, a organisé un rassemblement de soutien à la loi à l'occasion duquel les forces de l'ordre n'ont pas jugé utile d'intervenir.
 - Ceci tranche sérieusement avec les images de violences à l'encontre des manifestants opposés à la loi.
 - Le Conseil de l'Europe déplore même des violences exercées contre des journalistes couvrant les manifestations.
 - Pour ne rien arranger, l'oligarque président de Rêve géorgien a promis de réprimer l'opposition politique et ce « parti global de la guerre», justement visé par la « loi sur les agents de l'étranger ».
 - On peut supposer que cette répression est promise dans la perspective des élections législatives de l'automne prochain.
 - On peut aussi supposer que B. Ivanichvili estime que pour obtenir la paix il faut laisser la Russie envahir les territoires qu'elle estime siens.

La situation est inquiétante : pour rappel, en mars 2023 des manifestations pro-UE avaient déjà été réprimées violemment. Pourtant, la diplomatie géorgienne avait bien pour mission d'œuvrer en faveur de l'obtention du statut de candidat à l'Union. La question se pose de savoir, maintenant, pour le gouvernement et sa majorité parlementaire, ce qu'il y a d'intéressant à être candidat à l'UE mais de ne pas manifester son soutien à l'UE.